

SYNTHESE

M. Jacques QUANTIN, Energies et Territoires Développement, France

Marc Jedliczka, le directeur d'HESPUL, est retenu en Allemagne et vous prie de l'excuser de ne pas être parmi nous. Il m'a demandé de le remplacer pour cette synthèse. Je vais essayer d'être bref.

Au cours de cette journée, à travers les témoignages des différents intervenants européens, vos témoignages, nous avons tous pu constater que l'investissement local, l'investissement citoyen dans l'éolien n'était pas une utopie mais bien une réalité. En Allemagne et au Danemark, la participation financière citoyenne a clairement contribué au développement de cette filière énergétique.

L'intérêt majeur de la participation locale permet, cela a souvent été dit, d'améliorer l'appropriation sociale des projets, en créant les conditions d'un partage équitable de la richesse dégagée. Et cela améliore significativement leur acceptation.

En France, les oppositions aux projets ne sont pas rares et cette nouvelle manière de concevoir l'investissement mérite d'être considérée par les opérateurs. Jean-Yves Grandidier m'en parlait encore récemment, tous les opérateurs sont confrontés à des réactions conflictuelles.

Si la participation locale peut être d'ordre financière, c'est le thème du colloque d'aujourd'hui, elle peut également s'exprimer à travers une démarche d'échanges tout au long du développement du projet.

Nombreux sont ceux aujourd'hui à avoir souligné l'importance cruciale de mener une communication sensible et régulière. Ces processus d'échanges, assez lourds, ne devraient pas apparaître comme une contrainte supplémentaire dans l'esprit des opérateurs mais au contraire comme un moyen d'augmenter les chances de voir leurs projets aboutir, de sécuriser encore plus leurs investissements.

Il est par ailleurs important de poursuivre l'effort entrepris de simplification des procédures administratives et d'adapter, lorsque cela est possible, certaines contraintes et servitudes techniques existantes. Un autre point dur évoqué est l'accès au réseau électrique qui pose encore de réels problèmes aux développeurs, locaux ou non.

Autre point souvent évoqué aujourd'hui, c'est l'approche territoriale et la mise en œuvre de schémas éoliens intercommunaux. L'expérience de Saint-Agrève ou celles évoquées par Christophe Roger montrent une volonté des collectivités locales, des structures intercommunales, qui est encouragée par l'ADEME, de mener une réflexion concertée sur l'intégration des projets éoliens au sein de leurs territoires.

Si le rôle des élus est prépondérant, de nombreux acteurs doivent être associés, les opérateurs compris. Ces démarches sont décrites en détail dans le guide de l'ADEME « Outils d'insertion sociale et territoriale des éoliennes ».

Si ces échanges territoriaux accentuent l'intérêt des acteurs locaux pour les projets, cela pourrait également faciliter les conditions de mobilisation financière locale ultérieures.

Que les projets soient portés par des acteurs locaux ou par des opérateurs traditionnels, il faut absolument - Philippe Beutin le rappelait à l'instant - éviter les contre-performances.

Si le projet fait l'objet d'un développement par des acteurs locaux, il est primordial qu'ils fassent appel aux services de professionnels de la filière. Dans ce cas, le risque - vécu aussi par les opérateurs traditionnels - est de ne pas obtenir le permis de construire. Une bonne concertation territoriale et locale, avec la participation des services déconcentrés de l'Etat, peut considérablement le réduire.

Généralement, ce sont les opérateurs traditionnels qui développent les projets et obtiennent les droits. Jean-Yves Grandidier le rappelait tout à l'heure, ils vont s'orienter plus facilement vers de gros investisseurs et ne pas perdre de temps à impliquer des investisseurs locaux.

La difficulté actuelle des opérateurs pour obtenir leur permis et les droits d'exploiter ne peut que les encourager à vendre vite, dès qu'ils le peuvent, pour rentabiliser au plus vite leur investissement.

Autre difficulté évoquée : la mobilisation des porteurs de parts. Mettre en place une procédure d'appel public à l'épargne visée par l'Autorité des marchés financiers est probablement longue et complexe. Jan Poppe nous indiquait néanmoins que cela restait économiquement fiable pour des projets de 10 à 12 millions d'euros. C'est également une pratique courante en Allemagne.

Toujours concernant la mobilisation financière citoyenne, j'ai noté la volonté de l'ADEME de suivre la mise en place des Fonds d'investissement de proximité (FIP) et d'envisager la création de FIP dédiés avec l'appui de grands groupes bancaires.

Un certain nombre de pistes d'action ont été exprimées. La proposition par l'ADEME et le MEDD d'initier un groupe interministériel de réflexion sur l'investissement local qui impliquerait, je suppose, le Ministère des finances et les Syndicats professionnels, est une idée intéressante.

Il me faut conclure. Dans le cadre du programme WELFI, les actes de cette journée et un recueil des pratiques européennes dans ce domaine seront publiés format Cd-Rom. Ils seront transmis à tous les participants de cette journée. Des informations sur l'investissement local dans les EnR sont également disponibles sur le site www.cler.org/predac/wp1.

Pour terminer, je voudrais, au nom de l'ensemble des partenaires WELFI, vous remercier d'avoir participé à ce colloque. Je voudrais également remercier l'ensemble de l'équipe d'HESPUL et particulièrement Elenn Mouazan, la coordinatrice du projet WELFI, sans laquelle cette journée n'aurait pas eu lieu.

Merci pour votre attention.